



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAUGES Communauté - Sèvremoine

Pôle Technique et Administratif Val de Moine - 4 square d'Italie
Saint Germain sur Moine
49450 Sèvremoine

Références : EC-2024-336-INSP-Mauges Communauté déchetterie SèvreMoine-Sèvremoine-RAP
Code AIOT : 0006302258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement MAUGES Communauté - Sèvremoine implanté Le Haut Fief Saint Germain sur Moine 49450 Sèvremoine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAUGES Communauté - Sèvremoine
- Le Haut Fief Saint Germain sur Moine 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006302258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Saint Germain sur Moine est obsolète et une nouvelle déchetterie est en cours de construction sur la commune de Saint Germain sur Moine. L'exploitant, Mauges Communauté, rénove le réseau des déchetteries de son territoire.

La commune de Sèvremoine est propriétaire du foncier et y stocke des déchets verts qui occupent un volume conséquent et occasionnent des ruissellements de jus noirs (voir photos en annexe) qui se cumulent aux eaux de ruissellement de la plateforme avant de s'écouler dans un fossé.

L'inspection des installations classées n'a pu accéder aux débourbeurs/déshuileurs, qui existent sur plan, la végétation rendant l'accès impossible.

L'exploitant déclare ne pas connaître l'emplacement :

- des débourbeurs/déshuileurs, et de ce fait ne pas les avoir nettoyés ;
- du point de rejet des eaux de ruissellement, et de ce fait n'a pu présenter d'analyse des eaux de rejets.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Exploitation des installations | Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 3.C.9 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Prévention de la pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 4.B | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Sécurité - Incendie | Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 8.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Transit, tri, regroupement de déchets non dangereux non inertes | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter :

- le point de rejet des eaux de la plateforme ;
- le ou les débourbeurs/déshuileurs présents sur les plans ;
- les analyses des eaux de ruissellement.

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un stockage de déchets verts, en partie fermenté, dont le volume est supérieur au seuil de la déclaration (100 m³) de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- nettoyer la végétation, le fossé de bas de quai et la réserve d'eau ;
- transmettre à l'inspection les résultats d'analyse des effluents ;
- mettre à jour la situation administrative de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 3.C.9 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des déchets toxiques |
| Prescription contrôlée : L'acceptation des déchets toxiques en quantités dispersées est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits. Ils sont réceptionnés dans un local fermé, dans des conditions qui les rendent ensuite inaccessibles au public. Une personne affectée à la déchetterie est chargée d'en assurer un stockage correct qui évite les ruptures d'emballages et les mélanges de produits. Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans la déchetterie sont fixées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">• 150 kg de batteries ;• 20 kg de mercure ;• 3 tonnes de peinture et produits similaires (solvants usés,...) ;• 2 tonnes d'huiles usagées ;• 1 tonne de piles usagées. L'évacuation de ces produits doit donner lieu à l'établissement d'un bordereau de suivi de déchet conservé par l'exploitant. |
| Constats : L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">- les déchets toxiques sont stockés dans un local fermé ;- il n'y a pas de rétention sous les racks de stockage (voir photos en annexe). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre des rétentions sous les racks de stockage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 4.B |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents |
| Prescription contrôlée : Les eaux des sanitaires sont traitées dans un assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur. Les eaux de ruissellement des aires de circulation et de stationnement des bennes de stockage de déchets sont rejetées au réseau pluvial après passage dans un débourbeur-déshuileur. L'effluent rejeté doit présenter une teneur en hydrocarbures < 10 mg/l. |

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- les eaux de ruissellement de la plateforme convergent vers un fossé en bas de quai ;
- les jus issus des déchets verts stockés par la commune de Sèvremoine ruissellent dans ce fossé ;
- le fossé qui collecte toutes ces eaux est partiellement bouché par des déchets ;
- la présence d'un débourbeur/déshuileur n'est pas avérée ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir des analyses des eaux de rejet ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la localisation du point de rejet.

L'inspection des installations classées constate également, sur un plan présenté par l'exploitant :

- la présence d'une autre rangée de quais, non réalisés ;
- la présence de deux débourbeurs/déshuileurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- nettoyer la végétation pour avoir accès aux débourbeurs/déshuileurs présents sur les plans ;
- nettoyer le fossé en bas de quai ;
- fournir les analyses des eaux de rejet de la plateforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Sécurité - Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2001, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau incendie

Prescription contrôlée :

.../...

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permet pas l'alimentation d'un poteau d'incendie, la protection contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau d'un volume minimum disponible pour cet usage d'au moins 120 m³. Cette réserve d'eau doit être accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie.

.../...

Constats :

L'inspection des installations classées constate que (voir photos en annexe) :

- la végétation empêche l'accès à la réserve d'eau pour lutter contre un incendie ;
- la réserve d'eau est recouverte de lentilles d'eau ;
- de nombreux déchets sont présents à sa surface (pneus, ampoules, etc...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- dégager l'accès à la réserve d'eau ;
- nettoyer la réserve d'eau de tous débris.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Transit, tri, regroupement de déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée rubrique 2716

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les plans de l'installation tenus à jour ;
- la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;
- les documents prévus aux points 1.1, 2.3.1, 4.1, 4.2 et 5.1 ci après ;
- les dispositions prévues en cas de sinistre.

Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :

- preuve du dépôt de déclaration ;
- vérification du volume maximal au regard du volume déclaré ;
- vérification que le volume maximal est inférieur au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- présence des prescriptions générales ;
- présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ;
- présence de plans tenus à jour.

Constats :

L'inspection des installations classées constate la présence de dépôts de matières végétales dans l'enceinte de l'installation.

L'exploitant déclare que ces déchets verts sont collectés par les services techniques de la commune de Sèvremoine et stockés dans l'enceinte de l'installation.

Les volumes constatés (voir photos en annexe) sont supérieurs au seuil de la déclaration (100 m³) pour la rubrique 2716 (installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées estime le volume de déchets verts supérieur à 250 m³.

Ce constat est susceptible de conduire à une proposition de mise en demeure de régulariser la situation administrative du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

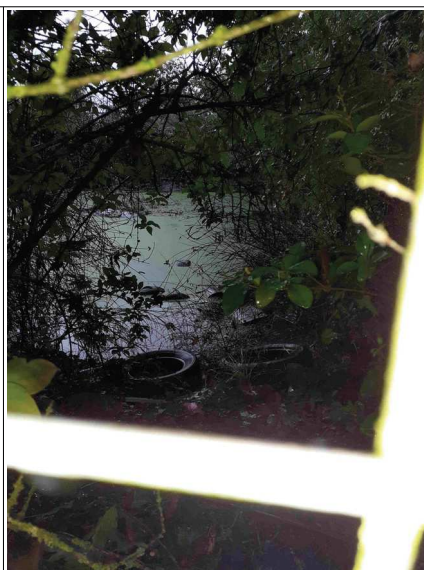
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- porter à la connaissance du préfet la modification des rubriques de l'installation (ajout de la rubrique 2716) ;
- prendre en compte la rubrique 2780 en cas de compostage ;
- prendre en compte la rubrique 2794 en cas de broyage de végétaux.

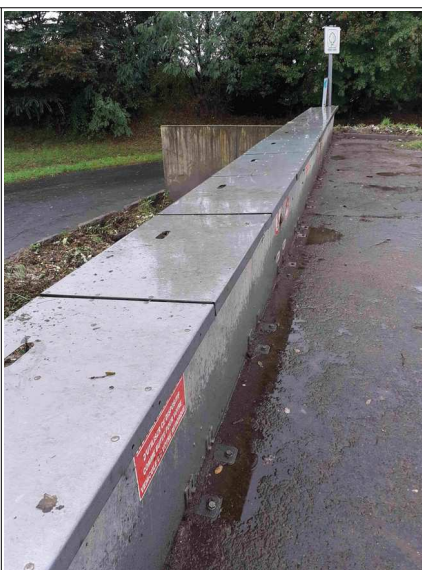
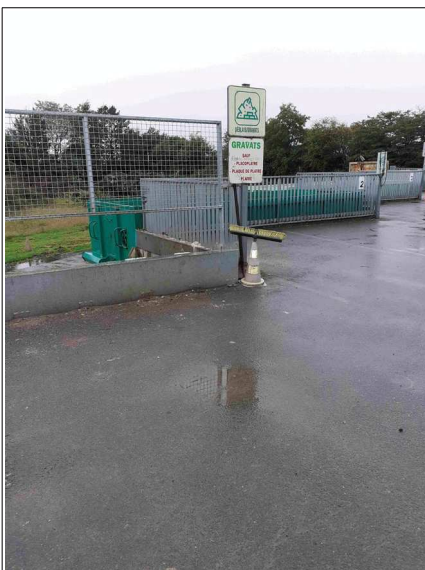
Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois

Annexes





Réserve incendie couverte de lentilles vertes et avec de nombreux déchets (pneus, ampoule, etc...)



Haut de quai avec gardes corps

Bacs sur dalle étanche



Stockage de déchets verts d'un volume estimé à environ 250 m³